



Bilan économique 2014

**La Réunion renoue
avec la croissance**

Les différentes analyses de ce bilan économique 2014 ont été rédigées par l'Insee ainsi que par les organismes suivants : CERBTP ; CMA Réunion ; Daaf Réunion ; Dieccte Réunion ; Agence IEDOM Réunion ; Statistics Mauritius.



Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom)



Les comptes économiques rapides de La Réunion sont construits dans le cadre du projet tripartite Comptes rapides pour l'Outre-mer (Cerom) entre l'Insee, l'AFD, et l'IEDOM. Ils reposent sur une modélisation macroéconomique alimentée par les premières données disponibles de l'année écoulée. Il ne s'agit donc pas d'un compte définitif. Les estimations pourront faire l'objet d'une révision lorsque la totalité des données de l'année seront connues.

Sommaire	3	BTP	20
		L'activité du BTP est soutenue par la Nouvelle Route du Littoral <i>Murielle Pougavanon Legros, Julien Javary, CERBTP</i>	
Économie régionale	4	Artisanat	22
La Réunion renoue avec la croissance <i>Bérangère Duplouy, Gaëlle Rabaey, Insee</i>		Le tissu des entreprises se renforce <i>Nadjib Vali, CMA</i>	
Consommation-revenus	6	Tourisme	24
Légère reprise du pouvoir d'achat <i>Bérangère Duplouy, Gaëlle Rabaey, Insee</i>		Le tourisme d'agrément recule de 10 % <i>Françoise Legros, Insee</i>	
Prix	8	Système bancaire	26
Une inflation très faible en 2014 <i>Philippe Paillole, Insee</i>		L'activité bancaire s'améliore et s'adapte <i>Agence IEDOM de La Réunion</i>	
Commerce extérieur	10	Cadrage national et international	28
Les importations repartent à la hausse, les exportations baissent <i>Julie Boé Insee</i>		En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère <i>Laurent Clavel, Insee</i>	
Emploi salarié marchand	12	Maurice	30
L'emploi salarié marchand progresse de 3,7 % en moyenne en 2014 <i>Daniel Ah-Son, Insee</i>		Le PIB progresse de 3,6 % en 2014 <i>Ratna Appadu, Statistics Mauritius</i>	
Demande d'emploi et contrats aidés	14	Océan Indien	32
La situation des jeunes s'améliore sur le marché de l'emploi <i>Maurice Colliez, Pascale Fauvet, Dieccte</i>		Le Mozambique et l'Inde sont très dynamiques, l'Afrique du Sud est en retrait <i>Hervé Le Grand, Insee</i>	
Démographie d'entreprises	16	Définitions	33
Nouvelle chute des immatriculations sous le régime de l'auto-entrepreneur <i>Claude Touzet, Insee</i>			
Agriculture	18		
Les revenus agricoles renouent avec la croissance <i>Lionel Levet, Daaf</i>			

La Réunion renoue avec la croissance

En 2014, l'activité amorce une reprise : le PIB progresse de 3,1 % en volume. La consommation reste le moteur principal de la croissance mais elle trouve un relais avec le rebond de l'investissement (+ 6,8 % en volume). La situation du marché du travail s'améliore légèrement.

Bérangère Duploux, Gaëlle Rabaey, Insee

Le Produit intérieur brut (PIB) de La Réunion progresse de 3,1 % en volume en 2014 après + 0,7 % en 2013 (*figure 1*). Ce net rebond de la croissance (+ 2,4 points) est soutenu par la stabilité des prix du PIB (0 % après + 0,9 % en 2013) (*définitions*).

Après deux années atones, l'économie réunionnaise semble ainsi amorcer une reprise avec un niveau de croissance qui n'avait pas été observé depuis le début de la crise en 2009. Cette croissance reste néanmoins inférieure à la moyenne constatée entre 2000 et 2007 (+ 4,8 % en moyenne par an).

Le PIB par habitant progresse de 2,4 % en volume sur l'année après une baisse de 0,1 % en 2013. Il s'établit à 20 250 euros, soit 65 % du niveau national.

En France, malgré un rebond du pouvoir d'achat lié à une faible inflation, la croissance reste faible : le PIB progresse de 0,2 % en volume après + 0,7 % en 2013.

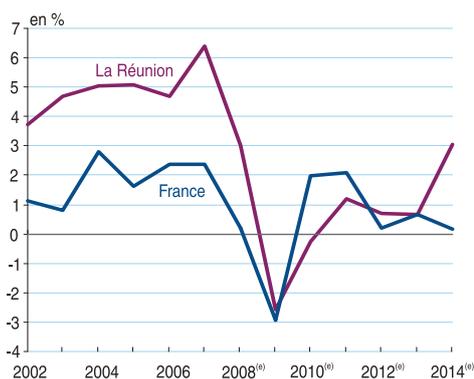
La consommation, premier moteur de la croissance

La consommation reste le principal moteur de la croissance (*figure 2*). Elle se raffermi chez les ménages (+ 2,7 % après + 1,0 %) et reste dynamique dans les administrations (+ 2,3 % après + 2,1 %). La hausse de la consommation des ménages est la plus forte enregistrée depuis 2005. La consommation des administrations est portée par les collectivités locales (+ 3,9 %), alors que les dépenses de l'État progressent plus modérément (+ 1,3 %).

La croissance de la consommation en volume résulte en partie de la stabilité des prix (+ 0,1 % pour les prix de la dépense de consommation finale des ménages) (*définitions*). La stabilité des prix s'accompagne d'une progression soutenue de la masse salariale en 2014 (+ 4,4 % en valeur). En effet, l'emploi salarié marchand rebondit (+ 3,7 %) et les salaires versés continuent de progresser.

1 La croissance réunionnaise rebondit

Évolution du PIB en volume



(e) : estimation.

Source : Insee, comptes nationaux (base 2010); comptes régionaux définitifs jusqu'en 2007 (base 2005) ; Cerom, comptes rapides 2008-2014.

2 Le PIB progresse de 3,1 % en volume

Le PIB à La Réunion et ses principales composantes

	2014 ^(e) (en milliards d'euros)	Évolution 2013/2014		
		Volume	Prix	Valeur
		(en %)		
Produit intérieur brut	17,17	3,1	0,0	3,1
Consommation des ménages	10,95	2,7	0,1	2,8
Conso. des adm. publiques	7,24	2,3	0,2	2,5
Investissement	3,88	6,8	1,0	7,9
Importations	4,87	6,2	-1,2	5,0
Exportations	0,50	-2,7	0,3	-2,4
Dépense des touristes	0,29	-4,0	0,0	-4,0

Source : Cerom, comptes rapides (base 2005). (e) : estimation.

Rebond de l'investissement

Pour la première fois depuis le début de la crise, et après deux années atones, la consommation est relayée par l'investissement. Il s'accroît fortement (+ 6,8 % en volume) (figure 3) comme en témoigne la progression des importations de biens d'équipement (+ 8,4 % en valeur). Cette hausse est essentiellement portée par les travaux de la Nouvelle Route du Littoral. En dehors de ce chantier, le chiffre d'affaires du BTP recule nettement. De plus, les mises en chantier de logements sociaux chutent fortement (- 39 %).

Comme dans toute économie insulaire, la hausse de la consommation et de l'investissement induit une hausse des importations. Elles progressent de 5 % en valeur sur un an. Les importations augmentent pour les biens de consommation, les biens d'équipement et les biens intermédiaires. En revanche, les montants importés reculent pour l'agriculture et les autres produits hors énergie. De même, le montant des importations d'énergie diminue de 2 % en raison d'une baisse des prix des carburants plus rapide que la hausse des volumes importés.

Les exportations sont en retrait pour la deuxième année consécutive (- 2,4 %). Au final, le solde du commerce extérieur se dégrade et pèse sur le PIB.

La fréquentation touristique baisse pour la troisième année consécutive. Le tourisme d'agrément recule notamment de 10 % sur un an. Les touristes ont ainsi dépensé 11 millions d'euros de moins qu'en 2013, soit une baisse des dépenses de 4 %. Toutefois, cette baisse ne représente que 0,1 point de PIB.

Légère embellie sur le marché du travail

L'emploi salarié marchand retrouve une dynamique en 2014 (+ 3,7 % en moyenne annuelle après + 0,4 %). La hausse de la demande d'emploi continue de ralentir. Elle recule en particulier chez les moins de 25 ans, grâce notamment aux emplois d'avenir.

Au final, le taux de chômage au sens du BIT s'établit à 26,8 % de la population active en 2014. L'enquête emploi ayant été renouvelée, ce taux de chômage en moyenne annuelle n'est pas comparable à celui publié précédemment. Néanmoins, entre les 2^e trimestres 2013 et 2014, le taux de chômage est estimé en baisse de 1,3 point. ■

3 L'investissement reprend

Évolution de la Formation brute de capital fixe en volume à La Réunion



(e) : estimation.

Source : Insee, comptes régionaux définitifs jusqu'en 2007 (base 2005) ; Cerom, comptes rapides 2008-2014.

Légère reprise du pouvoir d'achat

En 2014, le revenu disponible brut des ménages augmente de 2,7 % en valeur. Cette croissance profite au pouvoir d'achat, qui progresse de 2,5 %, grâce à la stabilité des prix. Le montant total des salaires accélère et la plupart des prestations sociales continuent de progresser. Seules les prestations chômage reculent. L'amélioration du pouvoir d'achat soutient la consommation des ménages qui progresse de 2,7 % en volume après 1,0 % en 2013

Bérangère Duploux et Gaëlle Rabaey, Insee

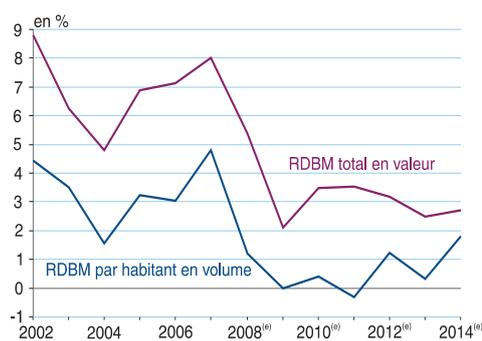
Le revenu disponible brut des ménages (RDBM - *définitions*) progresse en valeur de 2,7 % en 2014 après + 2,5 % en 2013 (*figures 1 et 2*). Les prix de la dépense de consommation finale des ménages sont stables en 2014 (+ 0,1 %) : il s'agit de l'évolution la plus faible des dix dernières années. En tenant compte de l'augmentation des prix, le RDBM augmente ainsi de 2,5 % en volume, ce qui correspond à l'évolution du pouvoir d'achat total à La Réunion. Ramené à la population, il mesure le

pouvoir d'achat individuel. Il se renforce en 2014 (+ 1,8 % en volume) et retrouve une dynamique perdue depuis le début de la crise en 2008.

En France, les prix de la dépense de consommation sont également stables (0 %). En conséquence, après deux années de contraction, le RDBM augmente nettement en volume (+ 1,1 %) et le pouvoir d'achat par habitant se redresse (+ 0,7 %) après trois années de recul historique.

1 Le pouvoir d'achat individuel rebondit

Évolution de revenu disponible brut des ménages



(e) : estimation.

Source : Insee, comptes nationaux (base 2010) ; Cerom, comptes rapides (base 2005).

Une masse salariale dynamique

La masse salariale représente près des deux tiers des revenus des Réunionnais, soit 9,4 milliards d'euros en 2014 (*figure 3*). Elle augmente de 4,4 %, soit une nette accélération par rapport à 2013 (+ 2,3 %). Dans le secteur marchand, la hausse est vigoureuse (+ 4,7 %). La masse salariale progresse dans tous les secteurs d'activité, y compris dans le secteur de la construction qui repart à la hausse après plusieurs années difficiles (+ 5,7 %). Les salaires versés sont également très dynamiques dans les services (+ 6,1 %). Dans le secteur non marchand, les salaires progressent plus modérément (+ 3,8 %).

2 Le Revenu disponible brut des ménages continue de progresser

Évolution du revenu disponible des ménages entre 2013 et 2014

	Total		Par habitant	
	(en valeur)	(en volume)	(en valeur)	(en volume)
La Réunion ^(e)	2,7	2,5	2,1	1,8
France	1,1	1,1	0,7	0,7

(e) : estimation.

Source : Insee, comptes nationaux (base 2010) ; Cerom comptes rapides (base 2005).

3 Les salaires représentent près des deux tiers des revenus

Répartition du revenu disponible brut¹

Type de revenu	Montant 2014	Évolution 2014/2013
	(en milliers d'euros)	(en %)
Salaires	9 350 490	4,4
Allocations logement et remboursements de soins	2 062 951	3,2
CAF hors logement	1 375 806	5,2
Retraites	1 311 538	1,9
Assurance chômage	473 839	-5,8

1. Hors impôts, revenus de la propriété et autres transferts.

Source : Cerom, comptes rapides (base 2005).

Les prestations sociales en nature (allocations logement et remboursements de sécurité sociale) sont la deuxième source de revenus des Réunionnais (2,1 milliards d'euros). Elles augmentent de 3,2 % en 2014, mais la hausse ralentit (+ 4,4 % en 2013), en raison notamment des remboursements de soins qui restent stables sur un an. La Caisse d'allocations familiales a versé 1,4 milliards d'euros de prestations en espèces (hors allocations logement) soit une augmentation de 5,2 %. La progression du revenu de solidarité active (+ 7,9 %) porte à elle seule près des deux tiers de cette hausse. Le montant des allocations aux adultes handicapés continue de progresser fortement : + 8,8 % après + 7,3 % en 2013. Enfin, les prestations liées à l'accompagnement des familles

et aux jeunes enfants augmentent plus modérément (respectivement + 1,7 % et + 2,7 %).

Le montant des retraites versées (1,3 milliard d'euros) progresse peu en 2014 (+ 1,9 %). C'est la plus faible hausse enregistrée au cours des dix dernières années (+ 6,1 % en moyenne chaque année). En 2014, le dispositif de revenu supplémentaire temporaire d'activité (RSTA) disparaît des prestations sociales, après avoir décliné progressivement depuis 2012 avant d'être définitivement supprimé au 31 mai 2013.

Recul des prestations chômage

Grâce notamment à la reprise de l'emploi et à l'allongement de la durée des contrats aidés, le nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage diminue de 8 % en 2014. Les versements reculent de 29 millions d'euros par rapport à 2013 (- 5,8 %). Toutefois, les montants versés au titre de l'Allocation Spécifique de Solidarité, perçue par les chômeurs de longue durée, continuent d'augmenter en 2014 (+ 7 %), mais à un rythme moins soutenu que les années précédentes.

Plus de consommation, plus d'importations

L'amélioration du pouvoir d'achat soutient la consommation des ménages en 2014. Après deux années moroses, celle-ci retrouve un peu de vitalité et augmente de + 2,7 % en volume après + 1,0 % en 2013 et + 2,0 % en 2012. Les importations rebondissent en particulier pour les biens de consommation non durables (+ 6,2 %), les produits pharmaceutiques (+ 7,3 %) et les produits agro-alimentaires (+ 5,9 %).

Après un coup de frein en 2013, les importations de véhicules de tourisme redémarrent fortement (+ 9,5 %). Les carburants importés progressent également sensiblement en volume (+ 6,6 %), même s'ils reculent en valeur (- 1,2 %), du fait de la baisse des prix. ■

Une inflation très faible en 2014

À La Réunion, les prix à la consommation des biens et services ont augmenté en moyenne de 0,2 % en 2014 (+ 0,5 % en France). L'alimentation, les loyers, l'électricité et le tabac contribuent à l'inflation, alors que les prix des carburants et des transports baissent. Les produits manufacturés sont stables.

Philippe Paillole, Insee

En 2014, l'inflation annuelle moyenne (+ 0,2 %) est moins forte qu'en 2013 (+ 1,4 %). Elle est aussi moins forte que celle de la France (+ 0,5 %) (*figure 1*). L'alimentation est le poste qui contribue le plus à l'augmentation totale des prix (0,15 point) devant les loyers, l'électricité (chacun 0,1 point) et le tabac (0,05 point) (*figure 2*). Le transport aérien, les carburants et les télécommunications contribuent chacun négativement (- 0,1 point).

Hausse modérée des prix de l'alimentation

En 2014, les prix de l'alimentation augmentent plus modérément qu'en 2013 (+ 0,9 % après + 3,3 %) grâce à des conditions climatiques moins défavorables. De ce fait, les prix des produits frais ralentissent nettement (+ 2,3 % après + 11,2 % en 2013). L'augmentation est portée par les fruits frais (+ 8,0 %) et par les poissons et crustacés frais (+ 6,1 %). À l'inverse, les prix des légumes frais baissent de 3,7 %. Hors produits frais, les prix augmentent de 0,6 % (+ 2,3 % en 2013). Les prix du « pain et céréales » (+ 0,9 %), du « sucre, confitures, chocolat, confiseries et produits glacés » (+ 1,8 %) et des boissons alcoolisées (+ 1,7 %) portent la hausse.

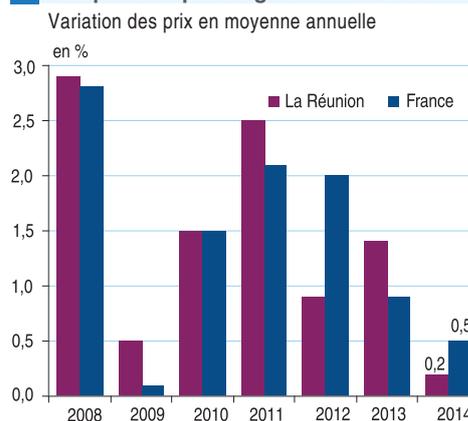
En France, les prix des produits alimentaires baissent de 0,6 % du fait, principalement, du

net recul des prix des produits frais, dont l'offre a été stimulée tout au long de l'année par des conditions climatiques favorables.

Le tabac continue d'augmenter

Le coût du tabac continue d'augmenter fortement (+ 4,9 % après + 6,4 % en 2013). Mais le tabac ne représentant que 1 % des dépenses totales des ménages, son impact sur l'inflation générale reste comme en 2013 relativement faible (0,05 point d'inflation).

1 Les prix ont peu augmenté en 2014



Source : Insee, indices des prix à la consommation.

Fort ralentissement des prix de l'énergie

Les prix de l'énergie se stabilisent en 2014 (+ 0,1 % après + 5,9 % en 2013). La hausse des prix de l'électricité (+ 4,0 %) est compensée par la baisse des prix des produits pétroliers (- 1,8 %). Cette baisse s'explique par le recul des prix des carburants de 3,5 %, le prix du gaz augmentant de 1,5 %. En France, les prix de l'énergie baissent de 0,9 % sous l'effet de la baisse des prix des produits pétroliers (- 4,2 %).

Stabilité des prix des services

Dans les services, qui représentent 41 % des dépenses des Réunionnais, les prix sont stables. La baisse des prix des services de transports et communication (- 1,9 %) compense la hausse des prix du poste « loyers, eau et enlèvement des ordures » (+ 2,0 %). Sur ce poste, les prix sont portés par l'augmentation des prix des loyers

portés (+ 1,5 %, soit 0,1 point d'inflation) et des services de fourniture d'eau (+ 4,0 %).

Les prix des transports baissent (- 1,9 %) grâce aux transports aériens de voyageurs (- 2,6 % après + 2,1 % en 2013). Les prix des services de communication baissent pour la troisième année consécutive (- 1,9 % après - 6,2 % en 2013 et - 3,4 % en 2012).

Légère baisse des prix des produits manufacturés

Les prix des produits manufacturés diminuent en moyenne de 0,1 % en 2014 après avoir augmenté de 0,6 % en 2013. Ils pèsent pour un tiers des dépenses des Réunionnais mais ne contribuent pas à l'inflation générale en 2014. Les prix de l'habillement et des chaussures baissent de 0,5 % et ceux des produits de santé diminuent de 0,6 %. Les prix des autres produits manufacturés sont stables. ■

2 L'alimentation contribue le plus à l'inflation en 2014

Évolution des indices des prix en moyennes annuelles et contributions à l'inflation

	Pondérations	Évolution des moyennes annuelles 2014 / 2013		Contributions à l'inflation à La Réunion en 2014 (en points)
		La Réunion	France	
		(en %)		
Ensemble	10 000	0,2	0,5	0,2
Alimentation hors tabac	1 757	0,9	-0,6	0,15
Produits frais	189	2,3	-4,1	0,05
Alimentation hors produits frais	1 568	0,6	-0,1	0,1
Tabac	122	4,9	5,2	0,05
Produits manufacturés	3 192	-0,1	-0,9	0,0
Habillement et chaussures	633	-0,5	0,0	0,0
Produits de santé	134	-0,6	-2,8	0,0
Autres produits manufacturés	2 425	0,0	-0,6	0,0
Énergie, dont :	785	0,1	-0,9	0,0
Produits pétroliers	525	-1,8	-4,2	-0,1
Services	4 144	0,0	1,7	0,0
Loyer, eau et enlèvement des ordures	1 004	2,0	1,5	0,2
Services de santé	172	0,2	0,3	0,0
Transports et communications	993	-1,9	1,1	-0,2
Autres services	1 975	0,0	2,2	0,0
Ensemble hors énergie	9 215	0,2	0,6	0,2
Ensemble hors tabac	9 878	0,2	0,4	0,15

Source : Insee, indices des prix à la consommation.

Les importations repartent à la hausse, les exportations baissent

Après une baisse en 2013, les importations augmentent en 2014 à La Réunion. À l'inverse, les exportations diminuent à nouveau en raison du recul des ventes de produits de la pêche. La France métropolitaine reste le premier fournisseur et client de La Réunion.

Julie Boé, Insee

En 2014, La Réunion a importé pour 4,7 milliards d'euros de biens, soit 5 % de plus qu'en 2013 (*figure 1*). La hausse est particulièrement forte pour les biens d'équipement des entreprises et les biens intermédiaires (+ 8 % chacun). Mais les importations de biens de consommation non durables sont également très dynamiques. Ils constituent un tiers des importations et se composent notamment de denrées alimentaires, de vêtements ou textiles

ou de produits pharmaceutiques. Ces importations représentent près d'un milliard et demi d'euros et progressent de 6 % sur un an.

L'île importe également des biens d'équipement à destination des entreprises locales, tels que du matériel de transport, des machines et équipements, des produits informatiques, électroniques ou optiques. Le montant de ces importations représente un quart des importations réunionnaises.

Les biens intermédiaires représentent 21 % des importations. Ils sont utilisés pour la fabrication d'autres produits destinés à la consommation : produits en caoutchouc, plastique, produits issus de la métallurgie ou de l'industrie du bois.

Le montant des importations d'énergie reste important (13 % des importations) mais recule de 2 % suite à la baisse des prix des carburants.

1 Les importations augmentent de 5 %

Répartition des importations et exportations à La Réunion en 2014

	2014 (millions d'euros)	Part (en %)	Évolution 2014/2013 (en %)
Ensemble des importations	4 649	100,0	5,0
Biens de conso. non durables	1 470	31,6	6,2
Biens d'équipement	1 214	26,1	8,4
Biens intermédiaires	981	21,1	7,9
Énergie	589	12,7	-1,6
Biens de conso. durables	248	5,3	8,2
Produits agricoles, sylvicoles	101	2,2	-7,3
Autres produits	47	1,0	-38,8
Ensemble des exportations	284	100,0	-4,0
Biens de conso. non durables	178	62,7	-6,3
Biens d'équipement	45	15,7	11,2
Biens intermédiaires	26	9,2	-8,7
Biens de conso. durables	5	1,9	-20,9
Autres produits	30	10,5	-0,9

Source : Douanes.

58 % des importations viennent de France métropolitaine

Les biens importés proviennent majoritairement de France métropolitaine (58 %) (*figure 2*), qui fournit principalement des biens de consommation non durables (tels que des produits alimentaires), des biens d'équipement, notamment des véhicules de tourisme, ou encore des biens intermédiaires.

Avec 21 % des importations, l'Asie est le second fournisseur de La Réunion. Singapour fournit l'essentiel du carburant (439 millions d'euros) et la Chine livre principalement des biens intermédiaires ou du textile vers La Réunion, pour un montant de 262 millions d'euros.

Avec 14 % des importations, les pays de l'Union européenne constituent le troisième fournisseur de La Réunion, principalement pour des véhicules de tourisme et des denrées alimentaires.

L'Afrique participe peu aux importations réunionnaises (3 % des importations). Les montants importés reculent de 19 % en 2014, en lien avec la baisse des prix des matières premières énergétiques (produits pétroliers, charbon, etc.).

Les produits de la mer pèsent sur les exportations

La Réunion a exporté pour 284 millions d'euros de biens en 2014, soit un recul de 4 % par rapport à 2013. Les deux tiers des

exportations concernent des biens de consommation non durables essentiellement des produits alimentaires. Leur montant recule nettement sur un an (-6 %) en raison d'une forte baisse des volumes exportés de poissons, mollusques ou crustacés. Les produits de la pêche restent cependant un produit phare des exportations réunionnaises. Par ailleurs, les exportations progressent pour le sucre (+7 %) et le rhum (+1 %), qui repart légèrement à la hausse après une baisse de 11 % en 2013.

La Réunion exporte aussi des biens d'équipement (16 % du montant des exportations), notamment des véhicules automobiles. Les biens d'équipement sont les seules exportations qui augmentent en 2014 (+11 %).

La part des déchets valorisés (en vue d'une transformation) se maintient (7 % des exportations).

Les exportations vers l'Asie diminuent fortement

La France métropolitaine reste le principal client de La Réunion (35 % des exportations). Elle achète des biens de consommation non durable, principalement du sucre ou du rhum. Les exportations vers la France augmentent encore en 2014 (+5 %).

L'Union européenne devient le second client de La Réunion (23 % des exportations), grâce à l'Espagne ou la Roumanie qui achètent du sucre. L'Asie reste un client important (18,5 % des exportations) même si les exportations de produits de la pêche reculent fortement, en particulier à destination du Vietnam. L'Inde achète à La Réunion des déchets valorisés. L'exportation vers les îles proches de l'océan Indien (17 % des exportations) augmente légèrement en 2014. Mayotte devient un client majeur avec 9 % du montant total des exportations (26 millions d'euros), soit une hausse de 27 % par rapport à 2013. Les biens qui y sont exportés sont principalement des voitures et des biens intermédiaires réexpédiés depuis La Réunion. ■

2 Les échanges restent centrés sur la France métropolitaine

Répartition des fournisseurs et clients de La Réunion en 2014

	2014 (millions d'euros)	Part (en %)	Évolution 2014/2013 (en %)
Ensemble des importations	4 649	100,0	5,0
France métropolitaine	2 675	57,5	5,1
Asie	967	20,8	3,0
UE (hors France)	632	13,6	10,2
Afrique	137	2,9	-18,8
Îles de l'océan Indien ¹	54	1,2	4,1
Reste du monde	185	4,0	23,6
Ensemble des exportations	284	100,0	-4,0
France métropolitaine	99	34,8	4,7
UE (hors France)	65	22,8	4,1
Asie	53	18,5	-27,2
Îles de l'océan Indien ¹	47	16,6	0,8
Amérique du Nord	9	3,3	-10,6
DOM (hors Mayotte)	3	0,9	75,2
Reste du monde	9	3,2	6,4

1. Mayotte, Madagascar, Maurice, Comores, Seychelles.
Source : Douanes.

L'emploi salarié marchand progresse de 3,7 % en moyenne en 2014

L'emploi réunionnais renoue avec une forte croissance. Les services sont particulièrement dynamiques et la construction rebondit après deux années de baisse. Depuis 2009, l'emploi salarié marchand a progressé de 10 %.

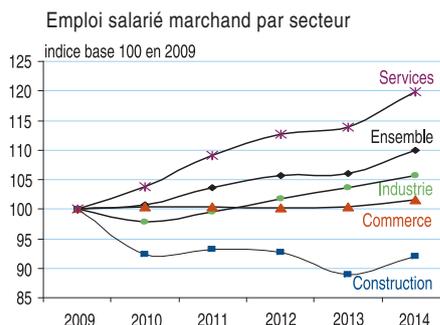
Daniel Ah-Son, Insee

En 2014, l'emploi salarié marchand renoue avec une dynamique de croissance forte. Il augmente en moyenne de 3,7 % après + 0,4 % en 2013. C'est la plus forte progression annuelle depuis l'année 2007. Depuis 2009, l'emploi salarié marchand réunionnais a progressé de 10 % (figure 1).

L'emploi poursuit sa croissance dans les services

L'emploi dans le secteur des services progresse fortement en 2014 (+ 5,2 %), après une croissance modérée en 2013 (+ 1,1 %). Il regroupe désormais 56 % des effectifs salariés marchands réunionnais et s'affirme une nouvelle fois comme le principal moteur de l'emploi régional (figure 2). Depuis 2009, les effectifs salariés des services ont progressé de 19,8 %. Tous les domaines des services progressent nettement par rapport à 2013, à l'exception du secteur de l'information et de la communication qui reste quasi stable (+ 0,1 %). Le secteur de l'enseignement, santé humaine et action sociale est particulièrement dynamique, avec des effectifs salariés en progression de 8,9 % en moyenne sur l'année. La croissance de l'emploi est également vigoureuse dans les activités scientifiques et techniques, de services administratifs et de soutien aux entreprises

1 Les services portent la croissance de l'emploi à La Réunion



Source : Insee, Estimations d'emploi.

(+ 7,2 %) (définitions). Ce secteur est l'un des principaux contributeurs à la croissance des services marchands, malgré un recul au deuxième trimestre.

Le secteur du transport et entreposage est dans la même dynamique (+ 4,4%).

Dans le secteur de l'hébergement-restauration, après un premier semestre morose, l'emploi reprend au second semestre en dépit d'une conjoncture touristique défavorable. Les effectifs moyens de l'hébergement-restauration augmentent ainsi sensiblement (+ 4,3 % en 2014, après + 1,5 % en 2013). La croissance est également soutenue dans le secteur des

activités financières et d'assurance, dont les effectifs progressent de 4,2 %.

Les effectifs des autres activités de services, qui comprennent notamment les associations, repartent à la hausse en 2014 (+ 3,0 %), après le repli enregistré en 2013 (- 2,8 %). Ce secteur contribue à la croissance générale de l'emploi grâce notamment aux contrats aidés. Le secteur des activités immobilières, dont les effectifs étaient en repli en 2011 et 2012, progresse significativement en 2014 (+ 2,7 % après + 0,8 % en 2013), à la faveur d'une conjoncture plus favorable au troisième trimestre.

La construction repart à la hausse

Le secteur de la **construction** retrouve de la vigueur en 2014 après deux années de repli. Les effectifs salariés progressent de 3,5 % après s'être fortement contractés en 2013 (- 4,2 %), l'embellie restant néanmoins à confirmer. En effet, après un premier trimestre très prometteur (+ 5,8 %), notamment dans les travaux publics, la croissance des effectifs

ralentit fortement au cours des trimestres suivants. Elle se traduit en fin d'année par une baisse des effectifs (- 5,7 % au quatrième trimestre), due aux congés traditionnels du BTP. Depuis 2009, l'emploi salarié dans la construction est en recul de 8,1 %.

Dans **l'industrie**, le nombre de salariés augmente de 2,0 %, grâce notamment à l'industrie agroalimentaire (+ 2,6 %), fortement stimulée par la campagne sucrière au troisième trimestre. La clôture de campagne est à l'origine de la réduction des effectifs en fin d'année. L'emploi dans l'industrie a progressé de 5,7 % depuis 2009.

Particulièrement atone sur 5 ans, l'emploi dans le **commerce** gagne en dynamisme et augmente de 1,1 % en 2014 (+ 0,2 % en 2013). Après un premier trimestre en retrait, le secteur, qui emploie 22 % des salariés, progresse régulièrement au cours de l'année. Au dernier trimestre, porté par les fêtes de fin d'année, l'emploi augmente de 2,4 %. Le commerce de détail et le commerce-réparation automobile portent la hausse des effectifs du secteur. ■

2 L'emploi rebondit dans la construction

Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur à La Réunion

	Variation en 2014 au cours du :				Poids dans l'emploi au T4 2014 (en %)	Variation des effectifs moyens	
	1 ^{er} trim.	2 ^e trim.	3 ^e trim.	4 ^e trim.		2013/2012	2014/2013
	(en %)					(en %)	
Industrie dont :	-0,9	0,9	4,4	-2,4	11,7	1,8	2,0
Agroalimentaire	-2,4	0,8	6,8	-3,1	4,5	2,3	2,6
Construction	5,8	1,6	0,6	-5,7	10,6	-4,2	3,5
Commerce	-1,5	0,6	1,2	2,4	22,0	0,2	1,1
Services marchands dont :	1,4	-0,3	1,8	2,6	55,7	1,1	5,2
Transports et entreposage	0,9	1,9	1,1	0,9	6,8	4,1	4,4
Hébergement et restauration	-0,1	-0,8	2,7	1,8	5,1	1,5	4,3
Information et communication	0,7	0,6	1,1	-0,4	2,1	0,3	0,1
Activités financières et d'assurance	2,0	0,5	1,9	1,1	3,7	2,1	4,2
Activités immobilières	0,1	0,2	2,6	-1,4	1,6	0,8	2,7
Activités scientifiques et techniques ; services adm. et de soutien	2,8	-0,4	2,1	4,2	15,0	-0,3	7,2
dont activités de services, adm. et de soutien	2,3	-1,2	2,7	6,1	10,5	-1,0	7,5
Enseignement, santé humaine et action sociale	2,9	1,0	1,7	1,7	13,9	3,7	8,9
Autres activités de services	2,2	-5,0	1,7	5,8	7,5	-2,8	3,0
Ensemble	0,9	0,2	1,9	1,0	100,0	0,4	3,7

Source : Insee, Estimations d'emploi.

La situation des jeunes s'améliore sur le marché de l'emploi

La demande d'emploi de catégorie A augmente modérément en 2014 (+ 0,9%) à un rythme nettement moins soutenu qu'au niveau national (+ 5,4%). Les seniors demeurent très pénalisés alors que la demande d'emploi des jeunes recule, en raison notamment des emplois d'avenir et de la « garantie jeunes ».

Maurice Colliez, Pascale Fauvet, Dieccte

Fin 2014, 134 250 Réunionnais sont inscrits à Pôle emploi en catégorie A (*définitions*). Leur nombre progresse de 0,9 % en 2014, à un rythme nettement moins soutenu qu'au niveau national (+ 5,4 %). Le chômage reste toutefois très élevé. En 2014, le taux de chômage au sens du BIT (*définitions*) s'établit à 26,8 % à La Réunion contre 9,9 % en France métropolitaine.

Recul de la demande d'emploi chez les jeunes

21 500 jeunes de moins de 25 ans sont inscrits en catégorie A, soit une baisse de 3,1% en 2014, après - 1,6 % en 2013. Les mesures prises en faveur de l'emploi des jeunes ont permis à de nombreux jeunes d'accéder à un emploi et aux plus vulnérables d'être accompagnés dans un parcours de formation et d'insertion.

En revanche, la situation des seniors sur le marché de l'emploi se dégrade à nouveau fortement (+ 11,8 %). Depuis 2008, le nombre de demandeurs d'emploi de 50 ans ou plus a été multiplié par 3,1, en raison notamment de la suppression de la dispense de recherche en 2012, du resserrement des conditions d'accès à la retraite anticipée, du recul de l'âge de départ à la retraite, et de la conjoncture économique.

Le chômage de longue durée reste très prégnant. Fin 2014, 55,7 % des inscrits en catégorie ABC sont en recherche d'emploi depuis

plus d'un an (*figure 1*). La moitié d'entre eux sont inscrits depuis plus de 468 jours.

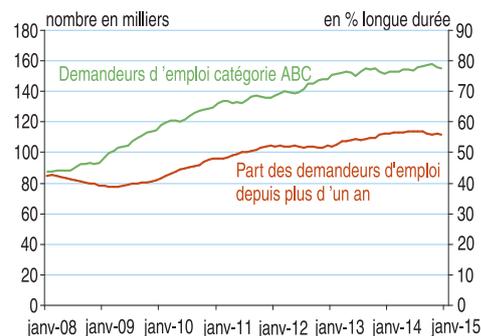
Hors allocation de formation, 58 100 demandeurs d'emploi sont indemnisés (+ 0,6 % sur un an). Parmi eux, les bénéficiaires de l'assurance chômage progressent plus vite que les personnes couvertes par le régime de solidarité nationale (respectivement + 0,8 % et + 0,2 %).

Le nombre de contrats aidés signés reste stable

Durant l'année, 27 100 contrats aidés ont été signés à La Réunion, soit autant qu'en 2013. Fin 2014, La Réunion compte 25 100

1 Plus de la moitié des demandeurs d'emploi en recherche depuis plus d'un an

Demande d'emploi et durée de recherche



Sources : STMT, Pôle emploi, Dares.

personnes occupant un emploi aidé, soit une augmentation de 16 % en un an (*figure 2*).

Les contrats aidés non marchands (CUI-CAE) restent prépondérants (21 300 contrats conclus dans l'année). Les collectivités territoriales et les associations sont les principaux recruteurs avec respectivement 39 % et 34 % des contrats conclus.

Les entrées en contrats aidés s'inscrivent dans la durée, permettant une plus grande sécurisation des parcours d'insertion des bénéficiaires. Ainsi, leur durée moyenne est passée de 9,5 mois en 2013 à 10,8 mois en 2014. Les personnes peu ou pas diplômées sont les principales bénéficiaires de ces contrats, plus de la moitié d'entre elles ayant un niveau de formation initiale inférieur au CAP-BEP.

Le volume de contrats aidés dans le secteur marchand (CAE-DOM) se stabilise avec 2 500 contrats signés en 2014. Les principaux employeurs sont les entreprises et les groupements d'employeurs des secteurs des services (38 % des contrats) et du commerce (33 % des contrats). Les contractants ont un niveau de formation supérieur à la moyenne des demandeurs d'emploi. Près des deux tiers des contrats aidés du secteur marchand ont un niveau de formation initiale supérieur ou égal au baccalauréat, contre un quart des demandeurs d'emploi.

Montée en charge des emplois d'avenir

Parmi les contrats aidés, 3 310 jeunes ont été embauchés en « emplois d'avenir » en 2014 dont 760 dans le secteur marchand. Les collectivités locales et les associations sont les principaux employeurs du secteur non marchand avec respectivement 43 % et 32 % des contrats conclus. Dans le secteur marchand, les secteurs de la filière verte, du tourisme, de l'animation et des loisirs recrutent la moitié des emplois d'avenir. Plus de la moitié des contrats sont conclus en CDI ou pour une durée de 3 ans.

2 25 100 emplois aidés fin 2014



Sources : STMT, Pôle emploi, Dares.

La « garantie jeunes »

Issu du Plan pluriannuel contre la pauvreté et pour l'inclusion sociale, la « garantie jeunes » est un dispositif expérimental en faveur des jeunes âgés de 18 à 25 ans en grande situation de précarité et qui ne sont ni en emploi, ni en études, ni en formation (NEET). Cette garantie est déployée depuis novembre 2013 sur 10 territoires pilotes dont La Réunion. L'objectif est d'amener les jeunes concernés vers l'autonomie par l'organisation d'un parcours d'accompagnement global, social et professionnel vers l'emploi ou la formation. L'expérimentation est étendue en 2015 à 72 territoires volontaires.

La « garantie jeunes » est conclue sous la forme d'un contrat d'engagements réciproques d'une durée d'un an, entre un jeune et une mission locale. La mission locale propose un accompagnement renforcé, individuel et collectif ayant pour objet d'amener le jeune vers des expériences professionnelles et de formation afin de consolider ou de construire son projet professionnel. En contrepartie, le jeune perçoit une allocation de 452,21 euros par mois.

Depuis novembre 2013, 1 900 jeunes réunionnais sont entrés dans la « garantie jeunes ». En 2015, 2 040 jeunes pourront bénéficier de ce dispositif.

Le niveau de formation initiale est plus élevé que dans le secteur non marchand : plus d'un tiers ont un niveau baccalauréat et près de 10 % au moins un niveau BAC+2. ■

Nouvelle chute des immatriculations sous le régime de l'auto-entrepreneur

Avec moins de 6 400 entreprises nouvelles, la création d'entreprises recule de 1,8 % en 2014. Comme en 2013, la baisse s'explique principalement par la chute des immatriculations sous le régime de l'auto-entrepreneur, qui reculent de 20 % en 2014, après – 25 % en 2013. Hors auto-entreprises, la création progresse de 5,4 %, portée notamment par le secteur des services aux entreprises.

Claude Touzet, Insee

Dans l'ensemble du secteur marchand non agricole, 6 370 entreprises ont été créées à La Réunion en 2014, contre 6 490 en 2013 (*figure 1*). La création d'entreprises est en berne depuis quatre ans, mais le recul de 2014 est plus faible qu'auparavant (– 1,8 % après – 4,6 % en 2013 et – 10,9 % en 2012). La baisse se poursuit également dans les autres DOM, à l'exception de Mayotte (+ 0,6 %).

1 Les créations d'entreprises reculent de 1,8 %

Créations et défaillances d'entreprises en 2014

Données brutes	La Réunion	France métropolitaine
Créations (en nombre)	6 370	534 450
Évolution 2014/2013 (en %)	-1,8	2,6
Part des auto-entreprises (en %)	23,6	52,2
Taux de création ¹ (en %)	13,3	14,1
Défaillances² (en nombre)	600	60 550
Évolution 2014/2013 (en %)	2,0	-0,7
Taux de défaillance ³ (en %)	1,2	1,6

1. Nombre de créations ou défaillances rapporté au stock d'entreprises au 1^{er} janvier 2014.

2. En date du jugement.

Champ : activités marchandes non-agricoles.

Source : Insee, REE (répertoire des entreprises et des établissements Sirene).

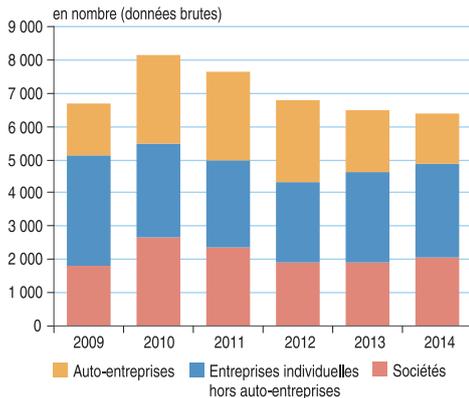
Le taux de création (*définitions*) diminue d'un point pour atteindre 13,3 % (14,1 % en France métropolitaine). Après avoir été dans le trio de tête en fin de décennie 2000, La Réunion se situe désormais au 13^e rang des régions françaises.

Désaffection du statut d'auto-entrepreneur

Le statut d'auto-entrepreneur est peu utilisé à La Réunion. Il concerne 24 % des créations contre 52 % en France métropolitaine. Il chute à nouveau en 2014 avec seulement 1 500 demandes, un niveau nettement inférieur aux 2 500 immatriculations enregistrées en moyenne chaque année entre 2010 et 2012. Les immatriculations d'auto-entrepreneurs reculent ainsi de 20 % en 2014, après un repli déjà marqué en 2013 (– 25 %).

La désaffection de ce statut est plus forte dans l'industrie et dans la construction, où moitié moins d'auto-entreprises ont été créées en 2014. Les créations d'auto-entreprises reculent également de 22 % dans le secteur « Commerce, transports, hébergement et restauration ». Le repli est moins prononcé dans les activités de services : – 15 % pour les services aux particuliers et – 10 % pour les services aux entreprises.

2 Un tiers des créations sont des sociétés
Créations d'entreprises par catégorie juridique à La Réunion



Champ : activités marchandes non-agricoles.
Source : Insee, REE (répertoire des entreprises et des établissements Sirene).

Les créations de sociétés redémarrent

Hors auto-entrepreneurs, la création progresse de 5,4 % (+ 6,8 % en 2013). Elle est portée par les créations de sociétés, qui repartent à la hausse avec 170 créations supplémentaires (+ 9 %) après trois années de baisse. En 2014 à La Réunion, une nouvelle entreprise sur trois est une société (figure 2). Les créations d'entreprises individuelles augmentent plus modérément (+ 3 %).

Hors auto-entrepreneurs, la plupart des secteurs d'activités progressent

Hors auto-entrepreneurs, les créations progressent dans tous les secteurs d'activités hormis dans les services aux particuliers (-1 %) (figure 3). Elles augmentent notamment de 11 % dans les services aux entreprises, de 10 % dans l'industrie, de 5 % dans la construction et le secteur « Commerce, transport, hébergement et restauration ». Dans l'industrie, la hausse est portée par les sociétés (+ 17 %), comme dans le

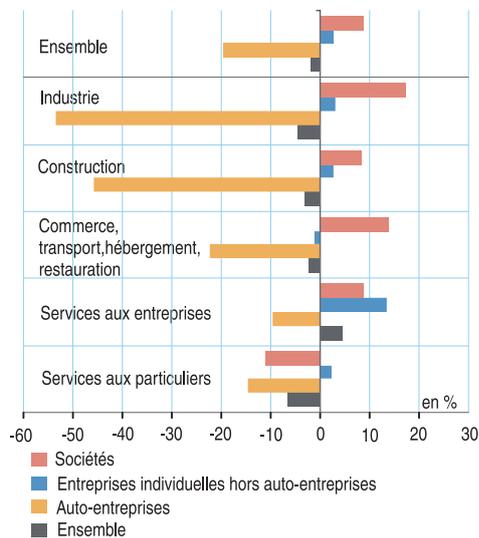
« Commerce, transport, hébergement et restauration » (+ 14 %). La création d'entreprises individuelles est moins dynamique. Elle progresse dans l'industrie et la construction (+ 3 %), mais se replie dans le « Commerce, transport, hébergement et restauration » (- 1 %). Les services aux entreprises sont les plus performants en combinant des hausses du nombre de créations de sociétés (+ 9 %) et d'entreprises individuelles (+ 14 %).

Augmentation du nombre de défaillances

En 2014, 600 défaillances d'entreprises ont été prononcées à La Réunion, soit 2 % de plus qu'en 2013 (- 0,7 % en France métropolitaine). Le taux de défaillance (définitions) reste toutefois inférieur à la moyenne nationale (1,2 % contre 1,6 % en France métropolitaine). ■

3 Les services aux entreprises sont très dynamiques

Évolution des créations d'entreprises par catégorie juridique et secteur d'activités à La Réunion



Champ : activités marchandes non-agricoles.
Source : Insee, REE (répertoire des entreprises et des établissements Sirene).

Les revenus agricoles renouent avec la croissance

La production agricole progresse et dépasse les 400 millions d'euros en 2014. Les revenus nets agricoles repartent à la hausse (+ 10 %), bénéficiant d'une baisse des coûts des matières premières, notamment sur les aliments pour animaux.

Lionel Levet, Daaf

En 2014, la production agricole progresse de 1,9 % en valeur et dépasse 400 millions d'euros. Dans le même temps, le coût des matières premières recule de 2,9 %. En conséquence, la valeur ajoutée brute gagne près de 14 millions d'euros. Après trois années successives de baisse, les revenus nets agricoles repartent à la hausse et gagnent 10 %, permettant au secteur de dégager un résultat agricole de 194 millions d'euros (figure 1). La production de canne à sucre, pivot

de l'agriculture réunionnaise, est quasiment stable à 131 millions d'euros. Deux filières tirent les résultats à la hausse en 2014 : la production fruitière et la production de viande de volailles, qui représentent respectivement 70 et 52 millions d'euros et progressent de 11 % et 10 %. Au total, la production animale (114 millions d'euros) augmente de 3,6 % en 2014. La production végétale progresse plus modérément (+ 1,3 %).

1 Le revenu agricole progresse après trois années de baisse

Valorisation de la production agricole

	2011	2012	2013 ¹	2014 ²	Évolution 2014/2013 (en %)
	(en millions d'euros)				
Canne à sucre	132,7	132,8	130,7	131,1	0,3
Fruits, légumes et tubercules	122,9	123,0	126,4	129,5	2,5
Autres productions végétales	24,1	24,0	24,0	24,0	-0,2
Bétail	43,3	43,4	37,8	37,0	-2,0
Volailles, œufs	60,2	58,2	60,2	64,4	7,1
Autres produits de l'élevage	12,8	12,5	12,0	12,5	3,8
Total production de biens³, dont :	395,9	395,5	391,0	398,5	1,9
Production végétale	279,7	279,9	281,1	284,6	1,3
Production animale	116,2	114,1	110,0	113,9	3,6
Activité principale de travaux agricoles	4,0	4,0	4,0	4,0	0,0
Valeur totale de la production	399,9	398,0	395,0	402,5	1,9
Consommations intermédiaires	194,3	207,7	213,8	207,5	-2,9
Valeur ajoutée brute	205,6	190,4	181,3	195,0	7,6
Revenu net d'entreprise agricole	149,3	132,9	123,8	136,3	10,0
Résultat agricole⁴	204,6	189,1	180,8	194,4	7,5

1. Chiffres semi-définitifs 2. Chiffres provisoires 3. Y compris aides directes aux productions (aides canne dont recette bagasse-énergie, aides POSEI à la production, ADMCA, PPR, PAB) ; hors subventions (ICHN, MAE, calamités) 4. Correspond à la valeur totale des productions et subventions (ICHN, MAE, calamités) diminuée des consommations intermédiaires, impôts et amortissements.

Source : Agreste, Daaf Réunion.

Le revenu agricole augmente

Après trois années de hausses successives, les consommations intermédiaires diminuent de 2,9 % en 2014, ce qui permet d'alléger d'autant les charges des exploitations agricoles. Les filières d'élevage sont les premières à en bénéficier, la baisse concernant principalement les aliments pour animaux (-6,5 millions d'euros), dont le prix suit celui des céréales. Or les cours ont nettement fléchi dans un contexte d'abondance de l'offre au niveau mondial. Fin septembre 2014, les prix du blé en France étaient 15 % inférieurs à ceux de 2013.

Les consommations intermédiaires restent cependant à un niveau élevé : elles représentent 52 % de la valeur totale de la production agricole contre 39 % en 2000.

La production végétale progresse malgré le passage du cyclone Bejisa

La valeur de la production de canne se maintient à 131 millions d'euros. En 2014, 1 763 656 tonnes de cannes ont été produites, en hausse de 46 000 tonnes, mais à un niveau qui reste toutefois inférieur à la moyenne décennale (*figure 2*). La baisse de la richesse en sucre, qui passe de 14,1 % en 2013 à 13,9 %, limite les effets de la hausse du volume récolté. La production de sucre s'établit à 195 977 tonnes (en baisse de 0,9 %) pour une moyenne décennale proche de 200 000 tonnes.

En début d'année 2014, un an après Dumile, le cyclone Bejisa est passé à proximité immédiate du département. Ces épisodes cycloniques déstabilisent le marché des fruits et légumes frais, aussi bien par les pertes engendrées par le passage du cyclone que par l'irrégularité des cours.

Malgré cet aléa climatique, la valeur de la production végétale progresse de 1,3 % en 2014 et s'établit à 285 millions d'euros.

Les filières d'élevage augmentent leur production

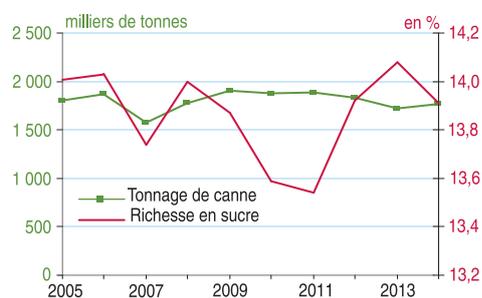
Un projet stratégique de développement des filières agricoles de La Réunion a été établi en 2014 en associant l'ensemble des acteurs professionnels du monde agricole. Les filières d'élevage se sont fixé des objectifs ambitieux de développement de leurs productions sur le marché local d'ici 2020.

La production de viande de volailles augmente de 9,7 % en 2014. Malgré ces bons résultats, la filière peine à améliorer ses parts de marché dans la consommation globale de volailles sur l'île. Elle doit faire face à la hausse des importations de produits congelés. Ces produits à très bas prix concurrencent la production locale. Pour y faire face, la maîtrise des coûts et la recherche de gains de productivité sont prioritaires. Le complexe avicole de l'Étang-Salé, mis en service fin 2014, s'inscrit dans cette démarche en optimisant les activités de découpe et d'abattage.

La production de viande des autres filières baisse légèrement en 2014 : -2,7 % pour les porcins et -1,6 % pour les bovins. Après deux années consécutives de baisse, la production laitière se redresse et dépasse les 19 millions de litres, conformément aux objectifs fixés dans le projet stratégique. ■

2 La richesse en sucre diminue

Canne récoltée et richesse en sucre à La Réunion



Source : Centre Technique Interprofessionnel de la Canne et du Sucre.

L'activité du BTP est soutenue par la Nouvelle Route du Littoral

Le chiffre d'affaires du BTP augmente de 6,6 % en 2014, porté par le démarrage effectif des travaux de la Nouvelle Route du Littoral. En dehors de ce chantier, le chiffre d'affaires recule de 9,8 %. Les mises en chantier de logements locatifs sociaux diminuent fortement (-39 %) bien que les livraisons soient elles en augmentation de 12 % par rapport à 2013.

Murielle Pougavanon Legros, Julien Javary, CERBTB

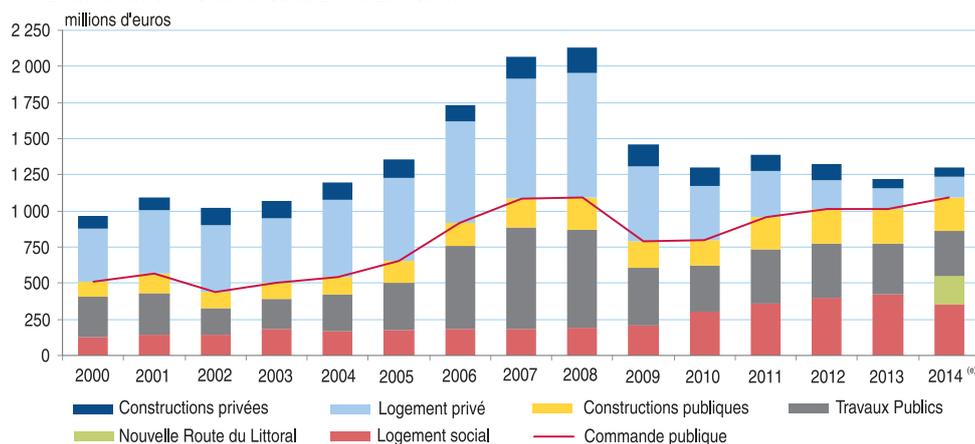
En 2014, le chiffre d'affaires du BTP à La Réunion est estimé à 1,3 milliard d'euros, en augmentation de 6,6 % par rapport à 2013 (figure 1). Soutenu par le démarrage des travaux de la Nouvelle Route du Littoral (NRL), le secteur ne retrouve cependant pas son niveau d'avant crise.

Si l'on exclut les travaux liés à la Nouvelle Route du Littoral, le chiffre d'affaires du BTP

atteint 1,1 milliard d'euros en 2014, en recul sur un an de 9,8 %. Le domaine des travaux publics est fragilisé, avec une baisse de 27 % des consultations dans le cadre des marchés publics, tandis que le secteur du bâtiment est mieux orienté (+7 % par rapport à 2013). Du côté des bâtiments résidentiels, les travaux générés par le logement social sont en baisse en 2014, tandis que le logement privé reste atone.

1 Le chiffre d'affaires du BTP est estimé à 1,3 milliard d'euros

Évolution du chiffre d'affaires du BTP à La Réunion



Source : CERBTB.

(e) : prévisions pouvant être modifiées.

Démarrage des travaux de la Nouvelle Route du Littoral

En 2014, le Conseil Régional a mandaté 330 millions d'euros en crédits de paiement de BTP, hors plan d'aide aux communes qui représente 40 millions d'euros en 2014. Dans ce budget, 200 millions d'euros ont été dédiés à la Nouvelle Route du Littoral. Après l'achèvement des quatre chantiers préparatoires, l'opération est entrée dans une phase de production soutenue avec le démarrage des travaux de l'échangeur de La Possession, du viaduc de La Grande Chaloupe et des digues en mer.

Hors Nouvelle Route du Littoral, les crédits de paiement dédiés par la Région aux autres travaux baissent de 41 %.

En matière de bâtiment, les mandatements progressent de près de 30 % et passent de 58 millions d'euros en 2013 à 75 millions d'euros en 2014.

Contraction des investissements des communes

L'investissement des communes en matière de BTP constitue une part importante de la commande publique. Ainsi, les dépenses des communes représentent 43 % de l'ensemble des collectivités locales, y compris le plan d'aide aux communes de la Région Réunion.

Hors décisions modificatives, les budgets primitifs des communes (*définitions*), recensés en matière de BTP, s'élèvent à 336 millions d'euros en 2014, après 374 millions d'euros en 2013 (- 10 %). Le domaine des travaux publics est particulièrement touché avec une baisse de 12 % des investissements prévus en 2014. Les investissements en bâtiment diminuent également significativement (- 6 %).

Pour les intercommunalités, les budgets votés progressent de 6 % pour les travaux publics (80,4 millions d'euros) et de 16 % pour le domaine du bâtiment (81,1 millions d'euros).

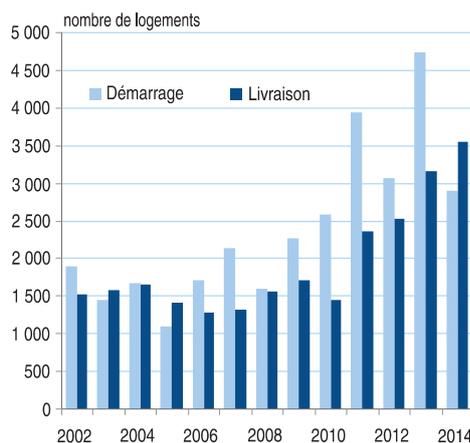
Recul des mises en chantier des logements locatifs

En 2014, 2 907 logements locatifs sociaux, y compris les prêts sociaux location-accession (*définitions*) ont été mis en chantier dont 2 582 logements neufs et 325 logements réhabilités (*figure 2*). Ces mises en chantier reculent fortement (- 39 %) par rapport à 2013 où 4 745 chantiers avaient démarré. La fragilité de l'appareil de production, l'évolution des règles de financements avec la prorogation tardive du dispositif fiscal en vigueur nécessitant un remontage des opérations 2014 en défiscalisation, ainsi que les difficultés relatives à l'aménagement sont autant de raisons qui peuvent expliquer ce faible niveau de mises en chantier. Ainsi, sur la prévision initiale de 5 220 logements, un peu plus de la moitié seulement ont démarré en 2014.

En revanche, les livraisons de logements locatifs augmentent avec 3 547 logements en 2014, en hausse de 12 % par rapport à 2013. ■

2 Les mises en chantier reculent de 39 %

Mise en chantier et livraisons de logements locatifs sociaux (y compris PSLA) à La Réunion en 2014



Sources : Deal SHLS, CERBTP.

Le tissu des entreprises se renforce

Le nombre d'entreprises artisanales progresse de 4 % en 2014, grâce à un net recul des fermetures d'entreprises. Dans le bâtiment, les entreprises de gros-œuvre sont toujours en difficulté, ainsi que les métiers d'art. En revanche, l'alimentation reste bien orientée et le second œuvre du bâtiment s'ouvre vers de nouveaux débouchés, notamment environnementaux.

Nadjib Vali, Chambre de métiers et de l'artisanat

Fin 2014, 15 445 entreprises artisanales (*enca-dré*), dont 1 725 auto-entrepreneurs, sont en activité à La Réunion, en progression de 4,1 % sur un an. Les secteurs du bâtiment et des services sont prépondérants. Ils représentent respectivement 40 % et 31 % des entreprises artisanales réunionnaises (*figure 1*).

Durant l'année, 1 950 nouvelles entreprises ont été immatriculées au Répertoire des Métiers et 1 485 radiations ont été enregistrées, soit un solde positif de 465 unités (*figure 2*). Néanmoins le nombre de créations recule à nouveau (- 2,8 % après - 4,6 % en 2013) dans tous les secteurs à l'exception de l'alimentation.

Par catégorie juridique, la forme sociétale connaît un fort regain d'intérêt, avec une hausse du nombre de créations de 18 % par rapport à 2013. Les sociétés représentent 33 % des immatriculations d'entreprises artisanales en 2014, contre 27 % en 2013 (*figure 3*). Les créations d'entreprises individuelles hors auto-entrepreneurs progressent également (+ 9 %). En revanche, les installations sous le régime de l'auto-entrepreneur séduisent de moins en moins (- 26 %).

Les radiations d'entreprises artisanales baissent significativement (- 17 % en 2014), en particulier dans le bâtiment (- 25 %).

Malgré la croissance du parc d'entreprises, les

effectifs salariés stagnent (*source CMA, enquêtes de conjoncture*). Eu égard au manque de visibilité sur leurs carnets de commande, les artisans ont en effet peu recruté. Dans l'apprentissage, les effectifs ont même diminué de 4,2 % et s'élèvent désormais à 2 200 jeunes (*source Centres de Formation d'Apprentis*).

Le gros-œuvre toujours en difficulté

Les entreprises de gros-œuvre, principalement positionnées sur le marché de la maison individuelle, continuent d'évoluer dans un contexte économique tendu. Les autorisations de logement ont une nouvelle fois baissé en 2014. En conséquence, les effectifs employés déclinent.

1 Quatre entreprises artisanales sur dix sont dans le bâtiment

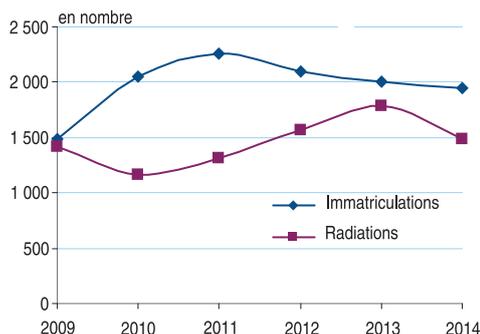
Répartition des entreprises artisanales par secteur à La Réunion

	2013		2014	
	(en nombre)	(en %)	(en nombre)	(en %)
Bâtiment	5 980	40,3	6 095	39,5
Services	4 580	30,9	4 850	31,4
Production	2 400	16,2	2 460	15,9
Alimentation	1 880	12,7	2 040	13,2
Ensemble artisanat	14 840	100,0	15 445	100,0

Source : Répertoire des Métiers.

2 Forte baisse des radiations

Immatriculations et radiations d'entreprises artisanales à La Réunion



Source : Répertoire des Métiers.

Le secteur de l'ameublement est aussi en difficulté. En effet, face à la croissance des importations de meubles (+ 12 % en 2014), la production locale perd du terrain, obligeant de nombreux menuisiers à se diversifier.

Dans les métiers d'art, les micro-entrepreneurs sont nombreux et leur situation demeure précaire. Les difficultés actuelles sont aussi liées à une offre artisanale qui peine à valoriser le « made in Réunion », de qualité variable et en compétition avec les produits concurrents de la zone océan Indien.

Dans les soins de beauté, les enseignes sous franchise concurrencent les salons traditionnels. Les activités à domicile se développent également, trois fois plus rapidement que celles exercées en salon.

L'alimentation est bien orientée

L'alimentation reste très bien orientée. C'est le seul secteur de l'artisanat où toutes les catégories d'emplois (non-salariés, salariés et apprentis) augmentent. Le dynamisme démographique, le développement de la restauration hors foyer et des efforts d'innovation constituent des leviers de croissance pour le secteur.

Dans le secteur de la réparation automobile, le nombre d'emplois croît également. Le marché de l'entretien-réparation est dynamique pour répondre aux besoins d'un parc automobile progressivement vieillissant.

Dans le bâtiment, contrairement au gros-œuvre, les activités du second-œuvre et celles du bois-construction ont des perspectives plus encourageantes. Les artisans bénéficient de marchés diversifiés, tels que la rénovation, l'aménagement de locaux d'activité, l'agencement et la décoration d'intérieur, et sont moins dépendants des chantiers neufs. La réhabilitation et les préoccupations environnementales offrent également aux entreprises de nouveaux débouchés liés à la performance énergétique des bâtiments. ■

Le champ de l'artisanat

Il est défini par la loi selon un double critère de taille et d'activité, qui sont transverses à l'industrie, au commerce et aux services.

L'appartenance au Répertoire des Métiers est délimitée par la loi n° 96-603 du 5 juillet 1996. L'artisanat regroupe l'ensemble des personnes physiques ou morales employant au plus 10 salariés au moment de leur immatriculation et exerçant une activité indépendante de production, de transformation, de réparation ou de prestation de services. Au-delà de 10 salariés, le chef d'entreprise peut conserver son inscription au Répertoire des Métiers, s'il dispose de la qualité d'artisan ou de maître artisan, ou s'il est titulaire d'un brevet de maîtrise.

3 La part des sociétés progresse de six points

Créations d'entreprises selon la catégorie juridique

	2013		2014	
	(en nombre)	(en %)	(en nombre)	(en %)
Personnes physiques dont :	1 459	72,7	1 306	67,0
auto-entrepreneurs	795	39,6	585	30,0
entreprises individuelles	664	33,1	721	37,0
Personnes morales (sociétés)	547	27,3	644	33,0
Ensemble	2 006	100,0	1 950	100,0

Source : Répertoire des Métiers.

Le tourisme d'agrément recule de 10 %

La fréquentation touristique recule en 2014 pour la troisième année consécutive (- 2,5 %), avec un net repli du tourisme d'agrément (- 10 %). Les touristes métropolitains se sont moins déplacés, mais la clientèle européenne progresse fortement. Dans l'hôtellerie classée, le nombre de nuitées diminue de 8 % sur l'année.

Françoise Legros, Insee

Avec 405 700 touristes en 2014, la fréquentation touristique à La Réunion recule à nouveau (- 2,5 %) mais moins fortement qu'en 2013 (- 6,8 %) ou 2012 (- 5,3 %).

Avec 315 000 touristes, les personnes en provenance de France métropolitaine restent largement majoritaires (78 %) (figure 1), mais leur nombre recule fortement depuis 2011 (382 000 visiteurs). Il perd encore 6 % en 2014. *A contrario*, la fréquentation des autres touristes européens progresse de 49 %, avec 12 000 visiteurs supplémentaires. Les visiteurs allemands, suisses et belges portent la hausse et représentent 77 % des touristes venant du reste de l'Europe. Le nombre de touristes en provenance de la zone océan Indien repart à la hausse (+ 6 %), après une baisse de 1 % en 2013. Le tourisme en provenance du reste du monde

poursuit sa chute, avec un recul de 17 % après - 45 % en 2013.

Le tourisme d'agrément recule encore

Le tourisme d'agrément, qui est motivé essentiellement par la découverte de l'île, recule de 10 % en 2014. Ce motif de visite, majoritaire au début des années 2000, ne représente plus que 37 % de l'ensemble des touristes en 2014 (figure 2). Les trois quarts des touristes d'agrément viennent de France métropolitaine.

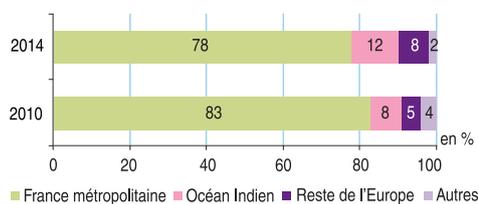
Le tourisme affinitaire, pour rendre visite à des parents ou des amis qui résident à La Réunion, baisse légèrement (- 2 %). Il représente néanmoins la moitié (48 %) des touristes en 2014. Les trois quarts des touristes affinitaires séjournent principalement chez leurs proches.

Après avoir diminué en 2013, le tourisme d'affaires progresse fortement (+ 28 %). L'afflux de ces professionnels compense en partie la baisse de fréquentation des autres catégories de tourisme.

Malgré la baisse du tourisme d'agrément, la fréquentation de l'hébergement marchand est quasiment stable ; 55 % des touristes le choisissent comme mode d'hébergement principal. Les gîtes et maisons d'hôtes subissent néanmoins une baisse importante de fréquentation (- 17 %). Le nombre de touristes ayant opté

1 L'origine des touristes se diversifie

Répartition des touristes par lieu de résidence en 2010 et 2014



Source : Insee - IRT, enquêtes Flux touristiques.

pour la location saisonnière diminue légèrement (-2 %), mais sa part dans les modes d'hébergement reste stable autour de 15 %.

La durée de séjour reste stable

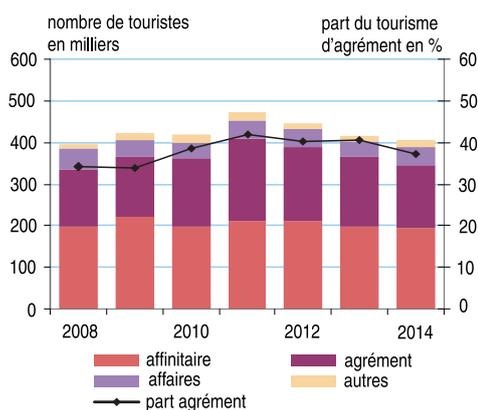
Les touristes sont restés en moyenne 17 jours à La Réunion, en 2014 comme en 2013. La moitié des visiteurs sont déjà venus à La Réunion, et parmi eux, 56 % au cours des trois dernières années.

Durant leur séjour, ils ont dépensé 292 millions d'euros, soit 4 % de moins qu'en 2013. La dépense moyenne par personne (719 euros) est quasi stable. L'hébergement absorbe plus du tiers de la dépense totale des touristes d'affaires et d'agrément contre moins de 20 % pour les touristes affinitaires. Ces derniers consacrent une part plus importante de leurs dépenses aux cadeaux et aux loisirs.

La destination est toujours appréciée : 95 % des touristes jugent positivement l'intérêt de la destination. Néanmoins, ils sont moins unanimes sur l'appréciation du rapport qualité-prix, jugé satisfaisant par seulement 60 % des visiteurs. ■

2 La part de l'agrément diminue

Répartition des touristes par catégorie à La Réunion



Source : Insee - IRT, enquêtes Flux touristiques.

La fréquentation des hôtels classés recule de 8 % en 2014

(Source : enquête de Fréquentation hôtelière)

Avec 748 700 nuitées en 2014, la fréquentation des 46 hôtels classés en 2012 (*avertissement*) recule pour la 3^e année consécutive (-8 %). Cette fréquentation correspond au nombre de nuits passées à l'hôtel, que les clients résident ou non à La Réunion. Parallèlement, le nombre de chambres occupées diminue de 5 % et l'offre de chambres de 2 %. Le taux d'occupation recule de 2 points pour s'établir à 60,4 %.

Le recul de la fréquentation affecte plus particulièrement les hôtels de 1 ou 2 étoiles (-14 %). En plus d'une baisse de fréquentation, ils pâtissent de fermetures d'hôtels enregistrées dans l'année. Les hôtels de catégorie supérieure (4 ou 5 étoiles) s'en sortent un peu mieux, avec une fréquentation en baisse de 3 %. Les hôtels de la région Sud sont les plus touchés, avec une baisse de fréquentation de 10 %. Mais les régions Ouest et Nord-est ne sont pas non plus épargnées, avec respectivement -8 % et -7 %.

La fréquentation se dégrade tout au long de l'année par rapport à 2013, mais le repli est plus marqué au 1^{er} trimestre : -11 % de nuitées (*définitions*) par rapport au 1^{er} trimestre 2013. Au 4^e trimestre, traditionnellement le plus prisé, la fréquentation atteint son plus bas niveau depuis cinq ans avec 225 000 nuitées.

La clientèle française est largement majoritaire (85 % des nuitées) mais sa fréquentation diminue de 10 % en 2014. En revanche, la clientèle étrangère progresse de 5 %.

Avertissement

Les résultats sont publiés dans la nouvelle classification qui est entrée en vigueur en juillet 2012.

41 établissements ont été reclassés à ce jour. L'ancienne catégorie est conservée pour 5 établissements qui n'ont pas fait la demande de nouveau classement.

De plus, 29 nouveaux établissements entrent dans le champ de l'enquête depuis janvier 2014. Leurs données seront prises en compte lorsque des éléments de comparaison sur un an seront disponibles.

Les résultats présentés portent donc sur les 46 hôtels déjà classés en 2012 à La Réunion.

L'activité bancaire s'améliore et s'adapte

En cohérence avec une conjoncture mieux orientée et des conditions monétaires exceptionnelles, l'épargne et le crédit progressent en 2014. Le système bancaire réunionnais continue de s'assainir et de s'adapter aux contraintes réglementaires. Grâce au recul du coût du risque de crédit, la rentabilité des banques réunionnaises s'améliore. Le résultat net des quatre principales banques atteint un niveau historique.

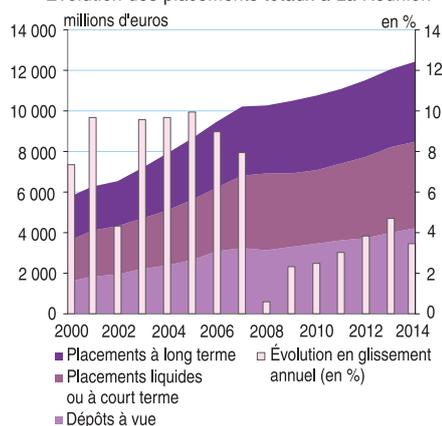
Service « Études et suivi des établissements de crédit », agence IEDOM de La Réunion

L'exercice 2014 s'inscrit dans un cadre de politique monétaire exceptionnelle de la banque centrale européenne caractérisée par des taux d'intérêts directeurs et monétaires au plus bas historique, ainsi que par la mise en place de mesures non conventionnelles sans précédent, notamment le rachat de titres publics et privés. La place bancaire réunionnaise est animée par 22 établissements et une institution financière internationale, la Caisse des dépôts et consignations

(CDC). Selon les nouveaux statuts juridiques entrés en vigueur en 2014, ces établissements se répartissent entre établissements de crédits (11), établissements de crédits spécialisés (6) et sociétés de financement (5). Bien que déjà assez mature, le processus de bancarisation de l'économie se poursuit, les établissements continuant d'ouvrir de nouveaux guichets et d'installer des distributeurs automatiques. Le nombre de comptes bancaires, de cartes de paiements ou encore le volume de transactions continue de croître.

1 Les actifs financiers progressent de 3,5 % en 2014

Évolution des placements totaux à La Réunion



Source : IEDOM.

L'épargne progresse légèrement

Les actifs financiers détenus par les agents économiques réunionnais augmentent moins rapidement en 2014, avec une progression de 3,5 % contre + 4,7 % en 2013 (figure 1). Cette évolution semble cohérente avec la bonne tenue de la consommation des ménages et une probable légère diminution de la propension à épargner.

La collecte est concentrée sur les dépôts à vue et quelques produits d'épargne à long terme, tels que l'assurance-vie et les plans d'épargne logement alors que les produits d'épargne liquide (épargne sur livret, comptes à terme, etc.) et

indexés sont assez logiquement délaissés, en raison des conditions de marché.

La croissance des crédits à l'économie s'est accélérée en 2014. Du côté des ménages, les encours de crédits sains à l'habitat augmentent faiblement mais ceux à la consommation repartent à la hausse (+ 0,4 % fin 2014) pour la première fois depuis la crise (- 2,3 % en moyenne par an depuis 2009) (figure 2). Du côté des entreprises, la croissance des encours est tirée par le financement de l'investissement (+ 7,2 % en 2014, contre - 1,8 % en moyenne depuis 2009), en réponse notamment aux chantiers de la Nouvelle Route du Littoral. Le financement immobilier décélère mais progresse encore de 6 % par rapport à 2013, l'essentiel étant alloué aux bailleurs sociaux. Dans cette dynamique, les prêteurs institutionnels ont joué un rôle majeur et grandissant, portant à 27 % leur part de marché sur les encours de crédits (contre 20 % en 2010).

Nouveau recul des créances douteuses

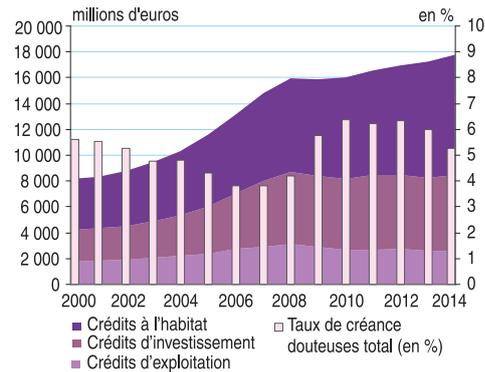
Le risque de crédit porté par le système bancaire local se réduit nettement en 2014, avec une baisse de 9,9 % de l'encours des créances douteuses brutes (après - 3,9 % en 2013). Il représente désormais 5,3 % de l'encours de crédit total de la place. Les indicateurs de vulnérabilité (interdiction bancaire, dossiers de surendettement, effets impayés sur les entreprises) s'améliorent en 2014 mais restent supérieurs aux niveaux d'avant-crise.

Un système bancaire rentable qui s'ajuste à un changement de modèle

En 2014, le produit net bancaire (PNB) (*définitions*) des quatre principales banques implantées à La Réunion (BNPPR, BR, CRCAMR et BFCOI) est reparti à la hausse après une contraction inédite de deux années consécutives. Alors que les marges d'intermédiation (*définitions*) restent tendues et que les commissions souffrent

2 Les crédits à l'investissement progressent de 4,5 %

Évolution des principaux concours financiers¹ à La Réunion



1. Hors créances douteuses brutes et autres crédits.

Source : IEDOM.

encore de la baisse de nombreux tarifs bancaires, le PNB profite d'une baisse des charges d'exploitation plus rapide que celle des produits.

En effet, le recul du coût net du risque (différence entre les nouvelles dotations et les reprises sur provisions) contribue fortement à renforcer la performance financière des établissements de crédit. Le résultat net des quatre principales banques progresse de 3,4 % et dépasse son niveau d'avant crise (84,2 millions d'euros en 2014), soit un plus haut historique. En revanche, le PNB et le résultat net des autres établissements financiers se dégradent en 2014.

L'activité bancaire traditionnelle reste globalement dans un processus d'assimilation des contraintes réglementaires (Bale III, convergence des tarifs bancaires) et d'assainissement des portefeuilles, ce qui se traduit par davantage d'arbitrage sur les volumes et les profils de risque des prêts octroyés. Le secteur s'adapte également à travers le développement des financements partagés, de la titrisation ou encore avec la diversification des sources de revenus (bancassurance, téléphonie, services annexes, etc.). ■

En 2014, l'économie française croît faiblement, le pouvoir d'achat des ménages accélère

L'activité mondiale accélère légèrement en 2014. En France, le PIB progresse faiblement de 0,2 %, avec une croissance soutenue par la demande intérieure, alors que le recul de l'investissement s'accroît. Le pouvoir d'achat progresse de 1,1 % et l'emploi total de 0,3 %.

Laurent Clavel, Insee

En 2014, l'activité mondiale accélère légèrement : la reprise s'affermi dans les pays avancés, tandis que la croissance fléchit dans la plupart des pays émergents.

Dans les pays avancés, l'accélération de l'activité recouvre un décalage conjoncturel entre d'une part les pays anglo-saxons et d'autre part la zone euro. Ainsi, l'activité progresse à un rythme soutenu dans les premiers. La zone euro, en revanche, après deux années de contraction de l'activité, ne renoue que timidement avec la croissance et les hétérogénéités y restent fortes.

La croissance de la zone se redresse surtout à la fin de l'année, sous l'effet notamment de deux stimuli extérieurs : d'une part le prix du pétrole baisse fortement au second semestre, d'autre part l'euro se déprécie nettement par rapport au dollar.

Dans les pays émergents, l'activité ralentit pour la quatrième année consécutive, sous l'effet de l'essoufflement de la croissance chinoise, mais aussi de la dégradation dans plusieurs autres grands pays, notamment le Brésil et la Russie.

1 Le PIB augmente de 0,2 % en 2014

Le PIB et les opérations sur biens et services en France

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2014	
	2012	2013	2014	En milliards d'euros	Contribution à la croissance du PIB en volume
Produit intérieur brut (PIB)	0,2	0,7	0,2	2 132,4	0,2
Importations	0,7	1,7	3,8	651,1	-1,2
Total des emplois finals	0,3	0,9	1,0	2 783,5	1,3
Consommation effective des ménages, dont :	0,2	0,6	0,9	1 516,8	0,7
<i>consommation des ménages</i>	-0,3	0,4	0,6	1 139,0	0,3
<i>consommation individualisable des administrations</i>	1,7	1,6	1,9	333,5	0,3
Consommation collective des adm. publiques	1,4	1,9	0,8	182,4	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	0,2	-0,6	-1,2	462,5	-0,3
<i>entreprises non financières</i>	-0,2	0,5	2,0	258,1	0,2
<i>ménages</i>	-2,1	-1,5	-5,3	105,2	-0,3
<i>administrations publiques</i>	1,8	0,1	-6,9	78,6	-0,3
Variations de stocks (contribution à la croissance)	-0,6	0,2	0,2	10,0	0,2
Exportations	2,5	1,7	2,4	611,8	0,7

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

L'économie française croît faiblement

En 2014, le produit intérieur brut (PIB) de la France progresse de 0,2 % après + 0,7 % en 2013 (*figures 1 et 2*).

La demande intérieure hors stocks est le principal contributeur à la croissance du PIB, à hauteur de + 0,5 point, comme en 2013. La consommation des ménages accélère légèrement (+ 0,6 % après + 0,4 % en 2013). La demande intérieure est également soutenue par le dynamisme des dépenses de consommation des administrations publiques (+ 1,9 %), tandis que leur investissement recule fortement (- 6,9 % après + 0,1 % en 2013). L'investissement des entreprises non financières se redresse (+ 2,0 % après + 0,5 % en 2013), alors que l'investissement des ménages, principalement en logements, se replie pour la troisième année consécutive (- 5,3 % en 2014). Au total, l'investissement de l'ensemble des secteurs se replie en 2014 (- 1,2 %) plus fortement qu'en 2013 (- 0,6 %).

En 2014, les exportations gagnent en dynamisme (+ 2,4 % après + 1,7 % en 2013). Mais les importations accélèrent plus vivement (+ 3,8 %, après + 1,7 %). Au total, la contribution des échanges extérieurs à la croissance du PIB devient négative (- 0,5 point après une contribution neutre en 2013). Par branche, l'activité est portée par les

services marchands (+ 0,5 % après + 0,7 %), les services non marchands (+ 1,0 % après + 1,2 %) et l'agriculture (+ 8,5 % après - 1,9 %). L'activité de la branche énergie-eau-déchets se replie fortement (- 0,7 % après + 0,5 % en 2013), en raison d'un climat doux en début comme en fin d'année. La construction recule fortement (- 3,6 %), après une quasi-stabilisation en 2013 (+ 0,1 %). L'activité dans l'industrie manufacturière se replie (- 2,1 % après + 2,2 %).

Le pouvoir d'achat rebondit

Le pouvoir d'achat rebondit (+ 1,1 % après - 0,1 % en 2013). En termes nominaux, le revenu des ménages gagne en dynamisme (+ 1,1 % après + 0,7 % en 2013), alors que les prix de la consommation sont stables (0,0 % après + 0,8 % en 2013).

L'emploi salarié marchand non agricole recule légèrement (- 0,2 %), en raison du faible rythme de croissance de l'activité. Mais, grâce aux créations nettes d'emplois dans les branches non marchandes, principalement des contrats aidés (notamment la montée en charge des emplois d'avenir), l'emploi total augmente en moyenne sur l'année (+ 0,3 %) et le taux de chômage est quasi stable en moyenne annuelle (10,2 % après 10,3 % en 2013). ■

2 La consommation des ménages accélère

Évolution du PIB en volume et contributions à cette évolution (France)



1. Y compris Institutions sans but lucratif au service des ménages.
Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

Le PIB progresse de 3,6 % en 2014

La croissance mauricienne repart à la hausse en 2014, tirée par la consommation finale, notamment celle des administrations publiques. En revanche, l'investissement se replie fortement. Le dynamisme des exportations permet de réduire le déficit commercial. La valeur ajoutée progresse dans tous les secteurs à l'exception notable de la construction.

Ratna Appadu, Statistics Mauritius

L'activité mauricienne accélère légèrement en 2014. Le produit intérieur brut (PIB) croît de 3,6 % en volume, après 3,2 % en 2012 et en 2013 (*figure 1*).

En valeur, le PIB augmente de 5,5 % et atteint 386 milliards de roupies (9,5 milliards d'euros). Le PIB par habitant progresse de 5,4 %, passant de 290 700 roupies en 2013 à 306 300 roupies en 2014.

La consommation finale, hors inflation, accélère (+ 2,9 % après + 2,3 % en 2013). Elle est

portée par la reprise de la consommation des administrations publiques, qui progresse de 4,3 % après + 0,7 % en 2013. La consommation des ménages s'accroît de 2,6 %, soit au même rythme qu'en 2013.

Forte chute de l'investissement

Malgré un investissement public en hausse (+ 1,8 %), l'investissement total diminue fortement (- 6,0 % en volume) après une année 2013 déjà en repli (- 3,3 %). Cette dégradation s'explique par la forte baisse de l'investissement privé (- 8,4 % en volume, après - 2,8 % en 2013).

En conséquence, le taux d'investissement recule encore. Il atteint 19,2 % du PIB, en nette baisse par rapport aux années précédentes (23,0 % en 2012 et 21,2 % en 2013). Le taux d'investissement du secteur privé chute à 14,2 % (16,2 % en 2013), alors que celui du secteur public reste au même niveau qu'en 2013 (5,0 %).

Le déficit commercial se réduit

Le déficit des échanges extérieurs diminue et s'établit à 36,5 milliards de roupies en 2014 (44,7 milliards de roupies en 2013). La valeur des biens et services exportés en 2014 s'élève à 207,3 milliards de roupies et celle des importations à 243,9 milliards. Les exportations sont

1 Le PIB augmente de 3,6 % en 2014

Indicateurs macroéconomiques à Maurice

	2013	2014 ^(p)
PIB (milliards de roupies)	366,2	386,3
PIB par habitant (en roupies)	290 678	306 322
PIB par habitant (en euros)	7 160	7 558
Taux de croissance en volume (en %)		
PIB	3,2	3,6
Consommation finale	2,3	2,9
Investissement	-3,3	-6,0
Taux d'investissement (en % PIB)	21,2	19,2
Taux d'épargne (en % PIB)	12,6	10,8
Solde des échanges extérieurs de biens et services (en % PIB)	-12,2	-9,5
Déficit budgétaire (en % PIB)	3,5	3,2
Inflation (en %)	3,5	3,2
Taux de chômage (en %)	8,0	7,8

Source : Statistics Mauritius.

(p) : provisoire.

particulièrement dynamiques (+ 8,5 milliards de roupies) alors que les importations se maintiennent au niveau de 2013. Le déficit commercial se réduit, passant de 12,2 % du PIB en 2013 à 9,5 % en 2014.

Le secteur de la construction freine la croissance

En 2014, la valeur ajoutée progresse dans tous les secteurs d'activités de l'économie mauricienne, à l'exception de la construction. Sa valeur ajoutée recule à nouveau (-8,5 % en volume, après -9,4 % en 2013) (figure 2).

Dans l'agriculture, après une légère augmentation en 2013 (+0,4%), la valeur ajoutée gagne en dynamisme avec une hausse de 3,9 % en 2014. La bonne performance des activités liées à la culture vivrière et la pêche (+6,5 %) compense le recul de la culture de la canne (-1,7 %).

La valeur ajoutée de l'industrie manufacturière progresse (+2,2 %), mais à un rythme plus lent qu'en 2013 (+4,4 %). Le secteur de l'alimentation (hors sucre) renoue avec la croissance (+2,6 % en 2014 après -0,3 % en 2013). En revanche, le textile décélère avec un taux de croissance de +1,0 % en 2014 après +2,6 % en 2013.

La croissance se tasse pour les autres activités manufacturières (+3,0 %), après une croissance à deux chiffres en 2013 (+12,7 %).

L'hébergement et la restauration profitent d'une bonne année touristique

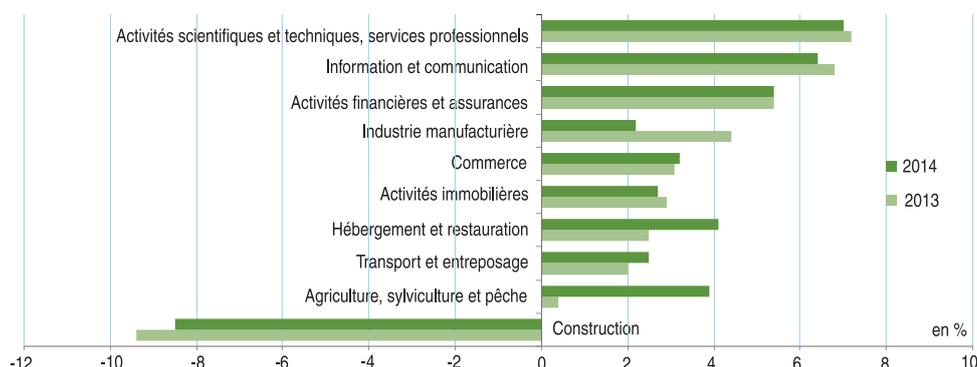
Dans le secteur de l'hébergement et de la restauration, la valeur ajoutée progresse de 4,1 % après +2,5 % en 2013. L'année touristique 2014 a été bonne, le nombre de visiteurs ayant franchi la barre du million (1 039 000 arrivées contre 993 000 en 2013). De ce fait, les recettes touristiques augmentent, passant de 40,6 milliards de roupies en 2013 à 44,3 milliards en 2014.

La croissance de la valeur ajoutée reste également soutenue dans le commerce (+3,2 %, après +3,1 % en 2013) et dans les activités liées à la finance et l'assurance qui progressent comme en 2013 (+5,4 %).

Le secteur « finance et assurance », l'industrie manufacturière et le commerce sont une nouvelle fois les plus importants contributeurs à la croissance mauricienne. Les activités financières et d'assurances contribuent ainsi à hauteur de 0,5 point de pourcentage à la croissance totale tandis que l'industrie manufacturière et le commerce y contribuent chacun à hauteur de 0,4 point. ■

2 La construction recule encore fortement

Taux de croissance de la valeur ajoutée par secteur à Maurice



Source : Statistics Mauritius.

Le Mozambique et l'Inde sont très dynamiques, l'Afrique du Sud est en retrait

La croissance des pays de la zone océan Indien est moins forte que la croissance mondiale en 2014, à l'exception du Mozambique et de l'Inde. La croissance ralentit fortement aux Seychelles, qui sortent de quatre années exceptionnelles.

Hervé Le Grand, Insee

Dans les pays de la zone océan Indien, la croissance est légèrement inférieure à l'évolution de la production mondiale (+ 3,4 %), à l'exception du Mozambique et de l'Inde qui restent les pays les plus dynamiques de la zone.

À **Madagascar**, l'économie donne quelques signes de rétablissement avec une croissance estimée à 3,0 % en 2014 contre 2,4 % en 2013. Les exportations de minerais et la baisse des prix des produits pétroliers y contribuent mais le pays fait toujours face à une pauvreté généralisée et à une grande difficulté à lever des recettes fiscales qui ne représentent qu'environ 10 % du PIB.

La croissance aux **Comores** se poursuit (+ 3,3 %) mais elle est limitée par des coupures

d'électricité et par le retard pris dans le programme d'investissements publics en cours. La croissance ralentit fortement aux **Seychelles** (+ 2,9 % après 6,6 % en 2013) après quatre années exceptionnelles où des exportations de thon en forte hausse se sont conjuguées au dynamisme du secteur du tourisme. La fréquentation touristique augmente modérément en 2014 (+ 1 %).

À **Maurice**, le PIB progresse de 3,6 % soit 0,4 point de plus qu'en 2012 et 2013.

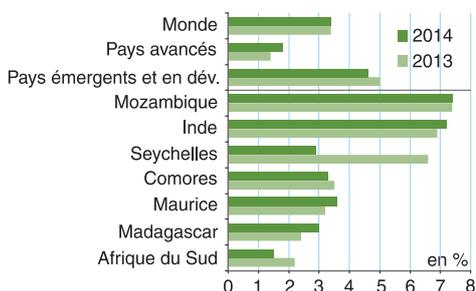
La croissance fléchit en **Afrique du Sud** (+ 1,5 % après + 2,2 % en 2013). Des problèmes d'alimentation en électricité, des grèves dans le secteur minier et une demande extérieure faible ont limité l'activité.

La croissance reste soutenue au **Mozambique** (+ 7,1 %), toujours portée par le niveau très élevé des investissements (47 % du PIB).

En **Asie**, l'activité économique reste la plus dynamique de toutes les régions du monde, même si elle ralentit légèrement (+ 6,8 % après + 7,0 %). La croissance reste forte en **Inde** (+ 7,2 %). L'économie bénéficie du ralentissement des prix du pétrole qui permet d'accroître les revenus disponibles, en particulier pour les ménages pauvres, et contribue à modérer l'inflation (+ 6 % après + 10 % en 2013). ■

1 Le Mozambique et l'Inde demeurent les plus dynamiques

Taux de croissance du PIB en volume en 2013 et 2014



Sources : FMI, Statistics Mauritius pour Maurice.

Les **activités scientifiques et techniques** regroupent les activités juridiques, comptables, de gestion, d'architecture, d'ingénierie, de contrôle, de recherche développement et d'analyses techniques.

Les **activités de services administratifs et de soutien** regroupent les activités d'intérim, les agences de voyage, la location et à la sécurité. Les **autres activités de services** sont majoritairement composées des activités des organisations associatives. Elles comportent également les activités d'arts et spectacles ou récréatives et d'autres services personnels.

Le **budget primitif** est un budget prévisionnel voté par une collectivité locale en début d'exercice. Il fixe les enveloppes de crédits permettant d'engager les dépenses pendant la durée de l'exercice. Il détermine aussi les recettes attendues, notamment en matière de fiscalité.

Les **demandeurs d'emploi** sont classés en 5 catégories, les plus couramment citées étant les catégories A, B ou C. La **catégorie A** regroupe les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, sans emploi ; la **catégorie B** regroupe ceux qui sont tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite courte ; la **catégorie C** regroupe les demandeurs d'emploi tenus de faire des actes positifs de recherche d'emploi, ayant exercé une activité réduite longue.

La **marge d'intermédiation** est la différence entre le rendement moyen de l'ensemble des crédits consentis (à la clientèle ou entre établissements) et le coût des ressources empruntées pour les financer.

Les **nuitées** correspondent au nombre total de nuits passées par les clients dans un

établissement ; deux personnes séjournant trois nuits dans un hôtel comptent ainsi pour six nuitées de même que six personnes ne séjournant qu'une nuit.

Le déflateur du PIB utilisé pour le calcul de la croissance mesure les prix de la consommation (ménages, administrations, associations), de l'investissement et du commerce extérieur. L'évolution du **prix du PIB** diffère de celle de l'indice des prix à la consommation des ménages (IPC), son champ étant plus large.

De même, l'évolution des **prix de la dépense de consommation finale des ménages**, bien que plus proche de l'IPC, diffère légèrement (cf. *Insee Première* n° 1554, p2, juin 2015).

Le **produit net bancaire** (PNB) représente la différence entre les produits et les charges d'exploitation bancaires hors intérêts sur créances douteuses mais y compris les dotations et reprises de provisions pour dépréciation des titres de placement.

Le **revenu disponible brut des ménages** (RDBM) est constitué des revenus d'activité perçus (salariés et revenus des non-salariés), des prestations sociales versées, du solde des revenus du patrimoine (intérêts et revenus financiers reçus moins ceux versés, ainsi que du solde des autres transferts (notamment assurances). Du total de ces revenus sont déduits les cotisations sociales et les impôts directs payés par les ménages (impôt sur le revenu, taxe d'habitation, CSG, CRDS).

Le **secteur locatif social** comprend les logements locatifs neufs et à réhabiliter, tels que : les logements locatifs sociaux ou logements locatifs très sociaux (LLS ou LLTS), les prêts locatifs sociaux (PLS), les réhabilitations (REHA) et les prêts sociaux location accession (PSLA).

Le **taux de chômage** est le rapport entre le nombre de chômeurs et le nombre de personnes actives (en emploi ou au chômage) parmi les personnes âgées de 15 ans ou plus.

Un chômeur au sens du Bureau international du travail (BIT) est une personne de 15 ans ou plus qui n'a pas travaillé, ne serait-ce qu'une heure, au cours d'une semaine de référence, est disponible pour travailler dans les deux semaines et a entrepris des démarches actives de recherche d'emploi dans le mois précédent, ou a trouvé un emploi qui commence dans les trois mois.

Le **taux de création (ou de défaillance)** d'entreprises est le rapport du nombre de créations (ou de défaillances) d'entreprises d'une année au stock d'entreprises au 1^{er} janvier de la même année.

Coordination	Direction régionale de l'Insee La Réunion-Mayotte
Contribution	CERBTP, CMA Réunion, Daaf Réunion, Dieccte Réunion, Agence IEDOM Réunion, Statistics Mauritius
Auteurs	Daniel Ah-Son (Insee) Ratna Appadu (Statistics Mauritius) Julie Boé (Insee) Laurent Clavel (Insee DG) Maurice Colliez (Dieccte) Bérandère Duploux (Insee) Pascale Fauvet (Dieccte) Julien Javary (CERBTP) Hervé Le Grand (Insee) Françoise Legros (Insee) Lionel Levet (Daaf) Philippe Paillole (Insee) Murielle Pougavanon Legros (CERBTP) Gaëlle Rabaey (Insee) Claude Touzet (Insee) Nadjib Vali (CMA) Agence IEDOM Réunion

Directrice de la publication Valérie Roux
Direction régionale de l'Insee La Réunion-Mayotte

Rédactrice en chef Claire Grangé

Mise en page Jocelyne Damour

Imprimerie Graphica Saint-André
Dépot légal n° 6081 - Juillet 2015

© Insee 2015
Retrouvez cette publication sur le site
de l'Insee à La Réunion : <http://www.insee.fr/reunion>

Insee Conjoncture

Réunion

Bilan économique 2014

La Réunion renoue avec la croissance

En 2014, la croissance réunionnaise rebondit (+ 3,1 %) après deux années atones (+ 0,7 % en 2012 et 2013). La situation sur le marché du travail se redresse légèrement : la masse salariale distribuée progresse de 4,4 % et la hausse de la demande d'emploi ralentit. Soutenu par une faible inflation et des revenus en hausse, le pouvoir d'achat se renforce et la consommation des ménages progresse (+ 2,7 % en volume). L'investissement repart à la hausse, porté par le démarrage des travaux de la Nouvelle Route du Littoral. Signe d'une reprise de l'activité, les importations augmentent. Conjuguée à un nouveau recul des exportations, cette hausse des importations contribue à dégrader le solde extérieur réunionnais.

Le chiffre d'affaires du BTP progresse de 6,6 % sur un an même si le logement reste en berne. Bénéficiant d'un recul du coût des matières premières, les revenus agricoles progressent de 10 %. Dans le même temps, la situation semble se maintenir dans l'artisanat avec un tissu productif en augmentation. Enfin, l'activité bancaire s'améliore : les crédits et les dépôts sont tous deux en hausse.

Seul le tourisme reste en berne. La fréquentation touristique recule pour la troisième année consécutive.

L'activité mondiale accélère légèrement en 2014 mais la croissance française reste faible (+ 0,2 %). Après trois années de recul historique, le pouvoir d'achat des ménages français se redresse.

À Maurice, l'activité accélère (+ 3,6 % après + 3,2 % en 2013).

Conjoncture n° 1
Juillet 2015

ISSN : en cours (papier)
ISSN : en cours (numérique)
ISBN : 978-2-11-138246-6

Insee La Réunion - Mayotte
Parc technologique
10, rue Demarne - CS 72011
97443 Saint-Denis Cedex

Directrice de la publication :
Valérie Roux

Rédactrice en chef :
Claire Grangé

Mise en page :
Jocelyne Damour

© Insee 2015

